

Du 16 mars au 2 mai :  
il ne s'est rien passé !  
Depuis le 5 mai :  
c'est panique à bord !



### 3 mois pour écrire 9 pages pleines de trous !

Le 2 mai à 11h43 (moins de 2 heures avant la réunion, pause déjeuner comprise) le document de travail sensé servir aux négociations nous était remis par courriel : 9 pages seulement ! Que contient-il ?

- **2 réunions** ont **disparu** et il ne resterait plus que le **14 mai** pour **négoier** ;
- le terme **négociation** n'existe plus (et le DGS a refusé de le prononcer) ;
- **rien**, à part les généralités sur le "régime socle" et le RIFSEEP !

Ceci en dit long sur l'état d'esprit de l'administration et de l'exécutif ainsi que sur le faible avancement du dossier ! Pas question, pour la CGT, de valider quoi que ce soit en l'état !

→ le calendrier a déjà changé après la diffusion de notre précédent tract pour revenir à son état initial. Preuve s'il en est que la pression les aide à réfléchir vite !

### Un billet qui n'a rien de doux !

Dans son billet, le DGS indique « *souhaiter discuter de tous les points ainsi présentés, sans exclusive ni tabous* »

→ la CGT attend cela depuis longtemps et souhaite aussi pouvoir aborder, dans l'intérêt des agents, de nombreux points non présentés ou refusés par l'administration, comme les "intouchables 1607h" et les "inenvissables sujétions". Pour ça, il faut du temps, ce que l'administration n'a pas prévu !

Le DGS dit aussi que « *la négociation impose que chacun respecte les règles* ».

→ la CGT a respecté les règles jusqu'à ce qu'elle constate que ceux qui les avaient écrites les transgressaient. A nous d'imposer les nôtres !

Le DGS écrit « *pas question de discuter sous la contrainte, ni sous la menace permanente d'une grève ou d'une surenchère dans la désinformation* ».

→ la CGT ne va pas en réunion pour dialoguer agréablement au coin du feu, mais pour négocier dans l'intérêt des agents ! En l'absence de prise en compte par l'Administration et les Élus, une manifestation publique est le seul moyen pour les agents d'exprimer leur désaccord !

Le DGS décide ensuite d'aller enfin « sur le fond » : « alors que circulent beaucoup d'informations tronquées ou fausses, il m'a semblé important de vous communiquer dès maintenant les propositions faites. »

→ la CGT n'a jamais été dans la désinformation mais est bien obligée de faire avec le peu que l'Administration lui transmet. Et ce peu est souvent en contradiction avec ce qui est dit directement aux agents, notamment par la DRH ! Mais le DGS penserait-il à d'autres que la CGT ?

## Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup !

Le DGS explique enfin que : « L'objectif est à la fois une meilleure reconnaissance financière et sociale mais également plus d'équité de traitement dans les domaines de la gestion du temps de travail comme dans celui de la rémunération indemnitaire [...] pour aboutir à un accord équilibré. »

→ en clair :

- **pertes de 7 jours de congés** pour tous, ou **9** si pas de fractionnement ;
- **augmentation** de la charge de travail par **perte de 40 à 70 ETP** selon le cabinet ENEIS (ETP = équivalent temps plein = poste) ;
- **économies** faites par l'administration sur ces ETP = **1,6 à 2,8 M€** ;
- **redistribution** annoncée, mais non démontrée :
  - **1M€** sur le **RIFSEEP** et **200k€** sur **mutuelles** ;
  - des **primes** annuelles pour quelques cas particuliers (formateurs, ass. de prévention, chefs d'établissement...) et pour les **cadres dirigeants** ;
- **200 agents** ne verraient **pas augmenter leur régime indemnitaire** (15 C, 75 B, 33 A, principalement dans les filières techniques et sociale) ;
- **148 agents** risqueraient de voir leur **RI baisser** en cas de **changement de poste** (la légalité du maintien n'est pas acquise) ;
- **rien** sur le montant individuel de l'aide aux mutuelles ni pour qui.

En Ardèche, la CAPCA, Annonay-Rhône Agglo & son CIAS, Annonay & son CCAS sont en lutte sur les mêmes sujets ! Prenons le DGS au mot et manifestons-lui notre volonté !

**À ce jour, seule la mobilisation que nous avons construite ensemble par nos actions d'information et par votre implication, peut permettre de faire évoluer ce dossier en faveur de tous les agents.**

**TOUS EN GRÈVE et MANIFESTONS**  
**lundi 14 MAI 2018**  
**RENDEZ-VOUS à 9H00**  
**à l'HOTEL du DÉPARTEMENT**